

11 INDIVIDUS APPRÉHENDÉS EN FLAGRANT DÉLIT

Saisie géante de 3,4 millions de comprimés psychotropes

• APRÈS L'ÉLIMINATION DE TROIS TRAFIQUANTS À BÉCHAR, PLUS DE 8 QUINTAUX SAISIS

P3



VERS LE LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE CERTAINS CANCERS

L'Algérie recense plus de 55.000 cas de cancer par an

P2

TUNISIE

**Rached Ghannouchi condamné
à 20 ans de prison**

P11

AVICULTURE

**Vers l'établissement d'une
réserve stratégique de maïs**

P4

TRAITEMENT DES EAUX USÉES

SOGERHWIT adopte une solution UV sans produits chimiques

La Société générale de réalisation d'ouvrages hydrauliques (SOGERHWIT) a récemment mis au point un procédé innovant de désinfection des eaux usées par rayonnement ultraviolet (UV), a indiqué, hier, le responsable du département de la télé-gestion de l'entreprise, Fakir Walid. Ce procédé permet de se passer totalement de produits chimiques et d'améliorer la réutilisation des eaux traitées, a précisé M. Fakir dans une déclaration à l'APS, en marge de la 15e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), qui se poursuit au Centre des conventions d'Oran. Il a expliqué que cette technologie, conçue et développée par des ingénieurs algériens issus des universités de Tlemcen, d'Oran et de Sidi Bel-Abbès, repose sur l'utilisation des rayons ultraviolets pour la désinfection des eaux pluviales et des eaux usées. Ce procédé permet notamment la réutilisation de ces eaux dans l'irrigation, sans risques liés aux résidus chimiques, a-t-il souligné.

Selon le même responsable, cette solution innovante est déjà opérationnelle au niveau de deux stations d'épuration, à savoir celles de Sebdou et d'Abkou, où elle a permis d'atteindre un taux d'efficacité du traitement estimé à 97%. Il a également indiqué que la SOGERHWIT est parvenue à fabriquer localement ce système à 100%, contribuant ainsi à réduire de manière significative les importations dans ce domaine. Il a précisé que le produit dispose d'un certificat de conformité, bien qu'il ne soit pas breveté, la technologie étant déjà connue à l'échelle internationale.

Actuellement destiné aux besoins internes de l'entreprise dans le cadre de ses propres projets, ce procédé devrait être commercialisé auprès d'autres organismes avant la fin de l'année 2026.

CONFÉRENCE CONSULAIRE

Le gouvernement met la diaspora au cœur des priorités

Le Premier ministre, M. Saïfi Ghrib, a supervisé hier mardi, l'ouverture officielle des travaux de la conférence des chefs de postes consulaires, organisée au ministère des Affaires étrangères. Étaient présents le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, le conseiller du Président chargé des affaires diplomatiques, M. Ammar Abba, ainsi que plusieurs membres du gouvernement et hauts responsables de l'Etat.

Dans son allocution, le Premier ministre a souligné l'importance accordée par les autorités supérieures à la communauté nationale à l'étranger, « composante essentielle de la nation algérienne et partie intégrante du tissu national ». Il a rappelé les efforts réalisés depuis la première conférence consulaire en 2002, notamment l'élargissement du réseau consulaire et l'amélioration de ses services, afin de répondre aux évolutions démographiques, sociales et économiques de la diaspora, tout en renforçant son rôle dans les pays de résidence.

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité pour le réseau consulaire de « traduire la volonté politique du Président de la République par la protection des citoyens à l'étranger, la simplification des procédures administratives, l'amélioration des services et l'accélération de la transformation numérique ». Il a également appelé à proposer des solutions concrètes et réalisables, notamment dans les domaines économique, culturel et communicationnel, pour renforcer le lien de la diaspora avec sa patrie et sa participation au développement national. La conférence, qui se tiendra sur trois jours à travers des ateliers spécialisés, réunit 43 chefs de postes consulaires, dont conseils généraux et consulats, ainsi que les responsables des services consulaires des représentations diplomatiques.

R.N

VERS LE LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE CERTAINS CANCERS

L'Algérie recense plus de 55 000 cas de cancer par an

L'Algérie a réussi à atteindre un taux de 50% de dépistage au premier stade de la maladie et ambitionne d'atteindre 60% en 2030, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui considère que l'efficacité de tout programme dépend du diagnostic précoce, des délais de prise en charge et de l'examen du cas par au moins 3 médecins spécialistes.

Le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Pr Adda Boumedjra, a indiqué, à l'APS, que l'Algérie recense plus de 55 000 cas de cancer par an, ce qui l'a amenée à renforcer ses efforts pour faire face à cette maladie. Soulignant l'importance du diagnostic précoce pour préserver la vie du malade, le Pr Boumedjra a souligné que grâce aux efforts considérables déployés, l'Algérie a réussi à atteindre un taux de 50% de dépistage au premier stade de la maladie et ambitionne d'atteindre 60% en 2030, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui considère que l'efficacité de tout programme dépend du diagnostic précoce, des délais de prise en charge et de l'examen du cas par au moins 3 médecins spécialistes. Le Pr Boumedjra a fait observer également que le taux de diagnostic du cancer du sein à un stade avancé était estimé à 40 % en 2000, contre 18 % actuellement, ce qui constitue un indicateur positif à l'actif de l'Algérie, qui œuvre à réduire ce taux à moins de 10 %, précisant que l'âge moyen d'atteinte est passé de 47 à 52 ans. Parallèlement, la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer repose sur la prévention en tant que pilier fondamental pour éviter la maladie. Celle-ci englobe la réduction de l'obésité, la lutte contre le tabagisme, l'amélioration de l'activité physique, une alimentation saine, en sus de la vaccination contre les cancers induits par le papillomavirus humain, à l'instar du cancer du col de l'utérus. Dans ce cadre, le président de la



Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer a révélé que l'Algérie s'emploie à lancer prochainement une campagne de vaccination contre certains types de cancers, cette mesure ayant démontré son efficacité dans de nombreux pays. Pour ce qui est de l'amélioration du parcours du patient, l'Algérie veille à sensibiliser à l'importance du dépistage et du diagnostic précoce et à assurer un protocole thérapeutique clair pour les patients, en veillant à garantir la disponibilité des médicaments, de la chirurgie et de la radiothérapie, jusqu'aux soins palliatifs. Elle s'emploie également à renforcer la formation dans plusieurs spécialités connexes et à développer la recherche scientifique dans le domaine de la lutte anti-cancer.

L'Algérie a adopté une stratégie nationale globale de prévention et de lutte contre le cancer, qui lui a permis de réaliser des acquis importants, et ce, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune conformément à son engagement d'assurer des soins de qualité au citoyen.

Synthèse : A.C

Cinq nouveaux barrages entreront progressivement en service en 2026

Cinq nouveaux barrages, actuellement en cours de réalisation, entreront progressivement en service à partir de cette année, a indiqué, lors de son passage hier au Forum du quotidien El Moudjahid, le directeur général de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), Abdellatif Azira, précisant que ces infrastructures porteront à 86 le nombre total d'ouvrages à l'échelle nationale. Il a souligné que ces barrages sont implantés dans les wilayas de Souk Ahras, Khencela, Tizi Ouzou, El Tarf et Annaba. Certains seront mis en exploitation prochainement, d'autres avant la fin de l'année, tandis que les derniers entreront en service au cours du premier trimestre de l'année prochaine, faisant passer le nombre de barrages en exploitation de 81 à 86.

Le responsable a également fait savoir que des

études sont en cours en vue de la réalisation de nouveaux projets à l'avenir. Il a souligné que l'Algérie dispose, grâce à sa stratégie de sécurité hydrique, d'une situation rassurante en matière de ressources en eau, tant à travers le réseau de barrages que par les usines de dessalement d'eau de mer.

Concernant la situation hydrique au cours des dernières semaines, M. Azira a affirmé qu'elle est "nettement meilleure" comparativement à la même période de l'année précédente, à la faveur des précipitations enregistrées dans plusieurs régions du pays. Il a précisé que le taux de remplissage des barrages au niveau national s'élève actuellement à 44,2 %, grâce aux dernières pluies, prévoyant une hausse à 60 % d'ici la fin de la saison hivernale. Selon le même responsable, huit barrages affichent un taux de remplissage de 100 % dans les wilayas de Mas-

cara, Tissemsilt, Mostaganem, Jijel, Skikda et El Tarf, tandis que 58 autres dépassent un taux de 50 %. Cette situation permet d'assurer un approvisionnement normal des citoyens, notamment durant le mois de Ramadhan, a-t-il assuré, soulignant que des préparatifs ont déjà été engagés pour garantir un service public de qualité durant la prochaine saison estivale.

Abordant la problématique de l'envasement,

M. Azira a indiqué que des opérations spéci-

fiques sont en cours, faisant appel à des tech-

nologies modernes, afin de réduire

l'accumulation des sédiments. L'élimination de

ces derniers contribue à l'augmentation des

capacités de stockage des barrages, permettant de renforcer l'alimentation en eau potable, l'i-

rrigation agricole ainsi que l'approvisionne-

ment du secteur industriel.

R.N

RAMADAN 2026

Des marchés de proximité dans 69 wilayas dès la semaine prochaine

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amal Abdellatif, a présidé une réunion de coordination avec les représentants de plusieurs organisations, instances et institutions économiques. Cette réunion a été consacrée à la mise en place des derniers arrangements en prévision du mois sacré de Ramadan. Il a été convenu d'une participation effective des opérateurs économiques et des groupes publics aux marchés de proximité, dont le lancement est prévu dans 69 wilayas à partir de la semaine prochaine, dans le but de rapprocher les pro-

ducteurs citoyens et de renforcer leur disponibilité, contribuant ainsi à la stabilité du marché durant cette période, et ce, à l'approche du mois de Ramadhan.

La ministre a salué l'engagement des opérateurs économiques dans les initiatives de réduction des prix à l'occasion du mois sacré, estimant que ces démarches traduisent un sens de la responsabilité sociale et contribuent à soutenir la stabilité du marché ainsi qu'à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, selon la même source.

Un communiqué du ministère a précisé que la

réunion s'est déroulée en présence des présidents et représentants du Conseil algérien du renouveau économique, de l'Union nationale des entrepreneurs publics, de l'Association algérienne des producteurs de boissons, de la Confédération nationale du patronat algérien, du Club des entrepreneurs et industriels, de la Confédération algérienne des employeurs citoyens, ainsi que des présidents et directeurs des groupes économiques publics, en présence des cadres du ministère et des responsables des organismes sous tutelle.

R.N

11 INDIVIDUS APPRÉHENDÉS EN FLAGRANT DÉLIT

Saisie géante de 3,4 millions de comprimés psychotropes

Le juge d'instruction près le Pôle pénal national de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, a ordonné le placement en détention provisoire de 11 individus impliqués dans l'affaire de saisie de plus de 3,4 millions de comprimés psychotropes, a indiqué lundi un communiqué du parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed.



Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le Pôle pénal national de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée du tribunal de Sidi M'hamed porte à la connaissance de l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre les crimes liés aux stupéfiants, aux comprimés psychotropes et au crime transnational, la juridiction a traité une affaire liée au crime organisé transnational impliquant un groupe composé de 22 individus, précise-t-on de même source. Suite à l'enquête préliminaire menée par le service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Chérifa, 11 individus ont été arrêtés et appréhendés en flagrant délit. Il s'agit de : Boussoualim Abdallah (45 ans), Bougrine Abdelhak, dit Oussama (39 ans), Farhat Lyes (29 ans), Azizi Sadek (39 ans), Madi Djamila (31 ans), Sehl Kamel (56 ans), Benmekhlouf Ayoub (22 ans), Limani Zoubir (37 ans), Dellouli Mustapha (34 ans), Lekhal Adel dit El-Hami (41 ans) et Zerarda Djallal dit El-Ouechi (31 ans), avec en leur possession une quantité importante de comprimés psychotropes". Un total de 3.441.000 comprimés "de type prégalbaine 300 mg ont été saisis, indique le

communiqué, précisant que 11 autres individus, tous identifiés, sont toujours en état de fuite". En date du 2 février 2026, les suspects ont été présentés devant le parquet de la République. Les mis en cause sont poursuivis, par voie d'instruction judiciaire, pour "importation, transport, acheminement, stockage et détention, à des fins de vente, de substances psychotropes, de manière illicite, dans le cadre d'un groupe criminel organisé transnational, et pour contrebande dangereuse portant atteinte à la sécurité et à la santé publiques, blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel, faux et usage de faux dans des écrits administratifs, transactions en monnaies virtuelles et création et exploitation de plateformes pour leur mise en circulation". Après audition des accusés arrêtés par le juge d'instruction, ce dernier "a ordonné leur placement en détention provisoire, tandis que l'enquête se poursuit pour arrêter les accusés en fuite et tout autre suspect", conclut le communiqué.

APRÈS L'ÉLIMINATION DE TROIS TRAFIQUANTS À BÉCHAR, PLUS DE 8 QUINTAUX SAISIS
Une unité sécuritaire relevant du secteur militaire à Béchar, dans le cadre de la poursuite de l'opération ayant permis de neutraliser trois trafiquants armés de nationalité

marocaine dans la région de Ghnima, a saisi 280 kg de cannabis traité, portant la quantité totale saisie à plus de 8 quintaux, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale publié ce mardi. Selon la même source, « dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, et à la suite de l'opération menée le 27 janvier 2026 dans la région de Ghnima, wilaya de Béchar, relevant de la 3^e région militaire, trois (03) trafiquants armés de nationalité marocaine ont été neutralisés et un (01) autre trafiquant de la même nationalité a été interpellé. Un pistolet, une lunette de visée et une quantité de drogue estimée à 521 kg de cannabis traité ont également été saisis ». Le communiqué précise également que « dans la même région, hier, 2 février 2026, une unité sécuritaire du secteur militaire de Béchar / 3^e région militaire a saisi une nouvelle quantité de 280 kg de cannabis traité, portant la quantité totale saisie à plus de 8 quintaux ».

Le ministère de la Défense nationale a souligné que « cette importante saisie de drogue en peu de temps et dans la même zone frontalière illustre parfaitement l'ampleur de la menace qui cible désormais notre pays et sa jeunesse ».

R.N

MICHEL BISAC (P. CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ALGÉRO-FRANÇAISE)

L'économie, levier pour préserver le partenariat France-Algérie

Pour Michel Bisac, président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF), la récente visite à Alger de Sérgeline Royal, présidente de l'Association France-Algérie (AFA) constitue un tournant porteur d'espérance dans un contexte marqué par une crise diplomatique persistante entre les deux pays.

Elle à la tête de l'AFA en décembre 2025 et officiellement installée en janvier 2026 à Paris, Sérgeline Royal s'est rendue à Alger à peine dix jours après un discours remarqué prononcé devant des acteurs économiques franco-algériens. Une rapidité et une constance saluées par Michel Bisac, qui souligne, dans un entretien à TSA, la pertinence et la sensibilité de ses propos à l'égard de l'Algérie. « C'est la première fois que nous entendons un discours qui comprend véritablement la sensibilité du peuple algérien », affirme-t-il.

Au cours de ses échanges avec les membres

de la CCIAF, issus de secteurs variés comme l'énergie, l'agriculture ou les services, Sérgeline Royal a pu mesurer l'importance stratégique du volet économique, seul canal de coopération resté ouvert depuis le début de la crise diplomatique. Pour Michel Bisac, l'économie demeure le levier le plus efficace pour amorcer une sortie de crise et préserver un partenariat historique entre les deux pays. Les chiffres, toutefois, témoignent de l'ampleur des dégâts. En 2025, les exportations françaises vers l'Algérie ont reculé de 17 %, selon les douanes françaises, avec une chute spectaculaire des exportations de blé (-98 %) et de bovins (-95 %). Cette situation a profité à d'autres partenaires de l'Algérie, notamment l'Italie, l'Allemagne, la Turquie, la Chine ou encore la Russie et l'Ukraine. « Le risque pour la France de perdre durablement le marché algérien est bien réel », alerte Michel Bisac. Malgré ce contexte tendu, aucune entreprise

française n'a quitté l'Algérie, assure le président de la CCIAF. Les sociétés présentes se sont adaptées aux nouvelles règles, notamment à la priorité accordée à la production locale. Si certaines PME françaises ont réduit leurs exportations, la volonté d'investir demeure intacte, notamment dans l'agriculture et l'industrie. Michel Bisac insiste enfin sur la nécessité d'un apaisement politique pour permettre à l'économie de retrouver sa place naturelle dans la relation bilatérale. À ses yeux, la démarche pragmatique et respectueuse de Sérgeline Royal a montré qu'en France, des voix existent pour reconstruire une relation équilibrée avec l'Algérie. Un message clair est adressé aux chefs d'entreprise français hésitants : l'Algérie offre des coûts énergétiques compétitifs, une main-d'œuvre qualifiée et de réelles opportunités industrielles. Reste à savoir si la France saura saisir cette chance.

Synthèse : Sid A

LE PREMIER MINISTRE RÉPOND AUX CRITIQUES DU PROJET

« Le fer de Gara Djebilet est de bonne qualité »

Le Premier ministre, Seïf Ghrib, a répondu aux critiques visant le projet du gisement de Gara Djebilet, notamment celles portant sur la qualité du fer extrait de ce site. Il a affirmé que le fer de la mine de Gara Djebilet est « de bonne qualité », tout en félicitant le peuple algérien ainsi que l'ensemble des acteurs ayant contribué à la concrétisation de ce projet stratégique.

Avant l'inauguration de la ligne ferroviaire reliant Béchar – Tindouf – Gara Djebilet, certains médias et plateformes sur les réseaux sociaux avaient relayé des allégations mettant en cause le projet, évoquant notamment une qualité inférieure du minerai par rapport à celui des mines du nord du pays, ainsi qu'une teneur élevée en phosphore.

En marge de sa supervision, lundi soir, de l'arrivée des premières cargaisons de minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf) vers le complexe sidérurgique « Tosyali » de Bethioua (Oran), le Premier ministre a qualifié l'événement de « journée historique » et de « pas géant dans la concrétisation d'un plan global et intégré de développement de l'industrie algérienne ».

Seïf Ghrib a mis en avant l'importance de l'industrie sidérurgique, qu'il a décrite comme un moteur essentiel du développement économique des pays, soulignant qu'elle constitue « un pilier de toute stratégie de croissance », en plus de favoriser le développement des infrastructures ferroviaires.

Au cours de l'année en cours, le complexe sidérurgique « Tosyali » de Bethioua (est d'Oran) entamera la réalisation d'une usine de traitement primaire du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet, en partenariat avec la Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem). Selon un communiqué du complexe, la capacité de production annuelle de cette usine est estimée à 4 millions de tonnes. Elle comprendra une unité d'enrichissement, une unité de production de chaux et une troisième dédiée à la production d'acide sulfurique. L'achèvement du projet est prévu pour décembre 2028.

Pour la réalisation de cette usine, une société à responsabilité limitée a été créée au début de l'année en cours, en partenariat avec le groupe Sonarm.

DES INSTRUCTIONS POUR ACCÉLÉRER LA CADENCE DE RÉALISATION DES PROJETS

Dans ce contexte, le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Énergie et des Energies renouvelables, Mourad Aïdjil, ont coprésidé, mardi, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'état d'avancement de plusieurs projets stratégiques, notamment en matière de raccordement aux réseaux électriques et gaziers.

La réunion a porté sur le projet de la mine de zinc de Tala Hamza, le projet intégré du phosphate dans la wilaya de Tébessa, le projet de la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf – Béchar), ainsi que les projets de stations de dessalement d'eau de mer.

A l'issue de cette réunion, au cours de laquelle plusieurs exposés techniques ont été présentés sur l'état d'avancement des projets précités, les ministres ont insisté sur la nécessité d'accélérer la réalisation des travaux, de réduire les délais et de renforcer la coordination, notamment entre les services des deux ministères, afin de garantir la livraison de ces projets dans les délais impartis.

Ma B.

**TRAITEMENT PRIMAIRE
DU MINERAIS DE FER**

**Tosyali réalisera une
usine à Oran**

Le complexe sidérurgique Tosyali, situé à Be-thioua (est d'Oran), entamera, au cours de l'année en cours, la réalisation d'une usine de traitement primaire du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), en partenariat avec la Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem), a indiqué le complexe dans un communiqué publié lundi. Selon le même communiqué, remis à la presse en marge de la supervision par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la cérémonie d'arrivée et de déchargement des premiers cargaisons de minerai de fer extraites de la mine de Gara Djebilet et destinées au complexe, la capacité de production annuelle de cette usine est estimée à 4 millions de tonnes. Elle comprendra une unité d'enrichissement, une unité de chaux et une troisième dédiée à la production d'acide sulfurique, la finalisation du projet étant prévue pour décembre 2028. Pour la réalisation de ce projet, une société à responsabilité limitée a été créée au début de l'année en cours, en partenariat avec le groupe Sonarem, a précisé la même source.

FINANCES

Les métaux précieux à nouveau en forte baisse

Les métaux précieux, or et argent en tête, sont à nouveau en forte baisse lundi, plombés par la liquidation de positions spéculatives et une reprise de confiance quant à l'indépendance de la Banque centrale américaine (Fed). Vers 19H20 GMT, l'or refluit de 5,16% par rapport à sa clôture de vendredi, à 4.641,66 dollars l'once (31,1 g), soit une perte de plus de 17% par rapport à son plus haut de jeudi. L'argent chutait pour sa part de 7,65%, à 78,6754 dollars l'once. Il a perdu plus de 35% de sa valeur depuis jeudi matin. Lundi, le dollar continuait de profiter de cette déroute pour les métaux précieux. Vers 19H20 GMT, la devise américaine avançait de 0,62% par rapport à l'euro à 1,1777 dollar et de 0,30% vis-à-vis de la livre sterling, à 1,3645 dollar. Le billet vert sort toutefois d'un mois de janvier d'affaiblissement. Sur la période, le Dollar index, qui compare la devise à un panier d'autres grandes monnaies, a perdu plus de 1%.

TURQUIE

L'inflation atteint son plus bas niveau depuis plus de 4 ans

L'inflation annuelle en Turquie s'est établie à 30,7% en janvier, contre 30,9% en décembre, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis plus de quatre ans, selon les données publiées hier par l'Institut statistique turc. Ce recul, bien que limité, s'inscrit dans la continuité du ralentissement observé depuis le second semestre 2024, après un pic historique de plus de 75% enregistré en mai de la même année. Il reflète l'effet combiné du rassurement des conditions monétaires, d'un ralentissement progressif de la demande intérieure et d'une normalisation relative des coûts dans certains secteurs. Sur un mois, les prix à la consommation ont néanmoins enregistré une hausse marquée de 4,8% en janvier, contre 2,1% en décembre, un mouvement largement attribué à des facteurs saisonniers, notamment les ajustements tarifaires en début d'année et l'augmentation des dépenses liées au logement et à l'alimentation. Les prix des produits alimentaires ont progressé de 7,8% sur un mois, sous l'effet de la hausse des coûts de production et de distribution, tandis que les dépenses de logement ont augmenté de 6,7%, dans un contexte de renchérissement des loyers, de l'énergie et des charges connexes. En glissement annuel, les hausses les plus importantes concernent l'éducation (+64,7%), le logement (+45,4%) et l'alimentation (+31,7%). Ces évolutions continuent de peser sur le budget des ménages, malgré une amélioration graduelle de certains indicateurs macroéconomiques. L'inflation reste supérieure à 30% depuis décembre 2021, une période marquée par de fortes tensions sur les prix, liées notamment à la volatilité de la livre turque, à l'augmentation des coûts des importations et aux ajustements successifs des politiques économiques.

R.E

AVICULTURE

Vers l'établissement d'une réserve stratégique de maïs

Des efforts sont en cours pour établir une réserve stratégique afin d'éviter toute perturbation à l'avenir, d'autant que l'aviculture contribue de manière significative à la sécurité alimentaire du pays, emploie de nombreux jeunes et fournit de la viande blanche à des prix très abordables pour le consommateur algérien.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a supervisé, lundi à Sétif, l'ouverture du 3e Salon international de l'aviculture, aliments de bétail et vétérinaires (AgroSétif). Le ministre a indiqué, à l'issue d'une visite des différents pavillons de ce salon organisé sous un chapiteau géant près de l'université Sétif 2 et qui réunit 72 exposants, que sa présence vise "d'accompagner les investissements, les efforts déployés et les évolutions de la filière avicole, très importante pour la sécurité alimentaire nationale".

M. Oualid, qui s'est enquis, à cette occasion, des préoccupations des exposants, a évoqué les mesures prises sous l'égide de son département, telles que la fourniture urgente, fin 2025, de maïs en grain, et les dispositions arrêtées pour éviter toute perturbation dans l'approvisionnement de cette matière.

Il a souligné, à ce propos,

que des efforts sont en cours

pour établir une réserve

stratégique afin d'éviter

toute perturbation à l'avenir, d'autant que l'aviculture contribue de manière significative à la sécurité alimentaire du pays, emploie de nombreux jeunes et fournit de la viande blanche à des prix très abordables pour le consommateur algérien. Il a ajouté que ses services s'emploient



continuellement à maintenir des équilibres pour que le produit soit vendu à des prix qui satisfassent le consommateur algérien, tout en visant la durabilité de cette activité et en évitant que les investisseurs dans ce domaine subissent des pertes. Pour M. Oualid, cet équilibre "est fortement lié à la fourniture des intrants (en particulier le maïs en grain)". Il a ajouté, dans le même contexte, que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'emploie à impliquer les acteurs de la filière avicole dans la prise de décisions ainsi que dans les différentes commissions concernées.

Il a également fait part de la

prise d'une série de mesures visant à renforcer la protection sanitaire du bétail, comme la mise en place d'un cadre réglementaire permettant l'ouverture de laboratoires d'analyse spécialisés dans la santé animale et végétale, ce qui ouvre des perspectives prometteuses dans le domaine de l'emploi des ingénieurs et des diplômés des facultés de biologie et autres.

En ce qui concerne les vétérinaires, le ministre a révélé

que des travaux étaient en cours pour renforcer leur rôle par la création d'un ordre des vétérinaires, ce qui résoudra de nombreux problèmes et fera de cette catégorie professionnelle une force de proposition.

Le président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hamblia, a salué, de son côté, l'importance accordée par l'Etat aux filières agricoles, en particulier l'aviculture et l'élevage de bétail qui constituent, selon lui, un moteur essentiel du développement économique et social, car leur stabilité signifie la stabilité du marché, la garantie de l'approvisionnement alimentaire et la protection du pouvoir d'achat des citoyens. Il convient de noter que ce salon international, organisé jusqu'à jeudi par une entreprise privée en coordination avec la Chambre de l'agriculture de Sétif, réunit 72 exposants, dont 4 étrangers.

R.E

ANNABA

Un Salon de l'entrepreneuriat ouvrira ses portes ce jeudi

La wilaya d'Annaba accueillera à compter de jeudi prochain la 5ème édition du salon national de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie de la connaissance sous le slogan "concevons l'avenir" avec la participation de plus 100 exposants (startup et grandes sociétés de technologie), ont indiqué, lundi, les organisateurs. Dans une conférence de presse, le commissaire du salon, Hamza Kermiche, a indiqué que cette édition qui est organisée sous l'égide du ministère de l'Economie de la connaissance, des Startup et des Micro-entreprises, du ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels et du Haut-commissa-

riat à la numérisation avec le soutien des autorités locales qui comporte un programme technique et économique intense visant à accélérer la transition numérique dans les secteurs vitaux et relier l'innovation universitaire au marché de l'emploi.

Cet événement de trois jours sera focalisé sur trois grands séminaires techniques qui aborderont les axes de la technologie de la santé, l'enseignement et l'agriculture, s'accordant ainsi avec l'orientation nationale vers la souveraineté numérique et alimentaire, a-t-il ajouté relevant que la manifestation regroupera des sociétés innovantes, des institutions financières et des incubateurs universi-

taires.

Une pléiade d'experts internationaux de Grande Bretagne et d'Allemagne et des compétences nationales des universités d'Annaba, de Guelma et d'El Tarf animeront des rencontres scientifiques sur les applications de l'intelligence artificielle (IA) et la médecine à distance, les systèmes agricoles de précision, selon la même source qui a ajouté que le salon accorde un intérêt spécial aux jeunes entrepreneurs à travers l'organisation du concours "l'homme contre l'intelligence artificielle" destiné aux créateurs de contenu

numérique. Des workshops regroupant des directeurs d'incubateurs universitaires

et des représentants du secteur économique sont également prévus pour proscrire les méthodes d'accompagnement des startups lors des phases de financement et de commercialisation avec la participation de l'Ecole nationale supérieure de technologie et d'ingénierie, selon la même source.

Répondant à une question sur l'affluence attendue, M. Kermiche a indiqué que la plateforme numérique du salon a déjà enregistré plus de 10.000 inscrits, estimant que cela traduit l'intérêt croissant de la communauté professionnelle et universitaire pour les domaines de l'entrepreneuriat et l'e-économie.

R.E



TIPASA

Mise en service de nouvelles structures sanitaires



Le secteur de la santé de la wilaya de Tipasa a été renforcé, lundi, par la mise en service de nouvelles structures sanitaires, sous la supervision du wali, Amine Benchaoulia, en vue d'améliorer la prise en charge des patients.

A cet effet, l'établissement public hospitalier de Koléa a bénéficié de l'entrée en exploitation du service de chirurgie pédiatrique, après une opération d'extension ayant concerné l'ensemble de ses commodités, notamment les unités de réanimation et d'hospitalisation.

Ce service a enregistré, en 2025, près de

19.600 consultations médicales et 165 interventions chirurgicales, rendant nécessaire son extension.

Dans la commune de Bou Ismaïl, le wali a procédé à l'inauguration d'une salle de soins à la cité "Ferme Boualem", baptisée du nom du chahid "Djilali Bounâama". Cette structure, qui fonctionne 24 heures sur 24, vise à renforcer les services de santé de proximité et à assurer une couverture sanitaire adéquate, a indiqué la directrice de la santé, Nabila Naïli.

La nouvelle salle de soins assure les consultations médicales, l'orientation et la prise en

charge des urgences avant leur évacuation vers des structures spécialisées de la wilaya. Elle comprend des services de médecine générale et de soins dentaires, ainsi qu'une unité mère-enfant qui assure le suivi régulier des mères et la vaccination des enfants.

A noter que le secteur de la santé de Tipasa a dernièrement enregistré la mise en service de plusieurs autres structures, dont un établissement public de santé de proximité à Nador, ainsi que trois (3) salles de soins dans les communes d'Aghbal, Bourkika et Bouharoun.

TOUGGOURT

Réhabilitation de 25,3 km du réseau d'AEP

Des travaux de réhabilitation du réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP) sur une longueur de 25,3 km sont en cours d'exécution dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris lundi auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Ces travaux consistent notamment en la réhabilitation des stations de pompage, le renouvellement de 1,3 km de canalisations d'adduction et des conduites reliant le complexe hydraulique aux châteaux d'eau, ainsi que la rénovation du réseau de distribution d'eau sur 15,9 km et la réhabilitation de huit forages, a indiqué la même source.

Ciblant dans sa première phase plusieurs quartiers dans les communes de Tougourt, Nezla, Tebesbest et Zaouia El-Abidia, ce projet qui a nécessité un investissement public de 700 millions de DA, permettra d'accroître le rendement du réseau de 40 à 80 % et de récupérer près de 5.517 m³ d'eau par jour, en plus de contribuer à augmenter la pression de l'eau et à prévenir la propagation des maladies hydriques, a-t-on indiqué.

CONSTANTINE

Remise en service de plusieurs infrastructures de jeunesse

Les secteurs de la jeunesse et des sports, viennent de connaître un renforcement significatif dans la wilaya de Constantine, à la faveur de la remise en service de plusieurs infrastructures dédiées aux jeunes, ayant fait l'objet de vastes opérations de réhabilitation, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la jeunesse et des sports (DJS). Il s'agit de l'auberge de jeunesse de la cité Filali, dans la ville de Constantine, huit (8) maisons de jeunes, situées dans les communes de Constantine, d'El Khroub et à la circonscription administrative Ali Mendjeli en plus du Centre des loisirs scientifique de la commune de Zighoud Youcef, a précisé, Khaled Salhi, responsable du service des équipements et de l'investissement de la même direction. La réhabilitation de l'ensemble de ces infrastructures a nécessité un investissement public global de 80 millions de dinars, a fait savoir la même source. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des équipements publics à vocation éducative, culturelle et scientifique dédiés aux jeunes, a souligné le même responsable. Ces structures constitueront également un espace d'accueil et d'échanges pour les jeunes, favorisant le tourisme de jeunesse et les activités associatives et devront jouer un rôle essentiel dans l'encadrement des jeunes, en offrant des espaces adaptés aux activités culturelles, sportives et de loisirs, a ajouté M. Salhi.

TISSEMSILT (CONFÉRENCE SUR LA GRÈVE DES HUIT JOURS)**"Etape majeure" dans la Guerre de libération nationale**

Les participants à une conférence, organisée lundi à Tissemsilt à l'occasion du 69^e anniversaire de la grève historique des huit jours, ont souligné que cet événement a constitué une étape majeure dans la gloireuse Guerre de libération nationale et a confirmé au colonisateur français l'adhésion du peuple algérien à sa cause nationale.

Dans son intervention lors de cette rencontre, organisée par la direction des Moudjahidines et des Ayants droit, la professeure Bakhta Ouabel, de l'Université "Ahmed Ben Yahia El Ouâneissi" de Tissemsilt, a indiqué que la grève des huit jours (28 janvier-4 février 1957) a démontré au colonisateur français que le peuple algérien était uni dans sa position de soutien à la Révolution de libération jusqu'à l'obtention de l'indépendance.

La docteure Ouabel a ajouté que le peuple algérien n'a pas été intimidé par la machine coloniale et son armée, qui ont exercé toutes sortes de répressions à son encontre. "A travers cette grève historique, il a incarné son attachement à sa cause fondamentale visant le recouvrement de la souveraineté nationale", a-t-elle affirmé.

De son côté, le docteur Ahmed Menad, de la même université, a souligné que cette grève a mis en évidence le haut sens patriote et l'esprit national du peuple algérien, ainsi que son soutien à la guerre de libération pour l'indépendance.

Il a également mis en exergue le rôle avant-gardiste joué par les commerçants et les artisans algériens dans le processus du combat national, à l'instar des différentes catégories de la société algérienne.

A noter que cette conférence a vu la participation de membres de la famille révolutionnaire de la wilaya, de représentants de l'Union de wilaya des commerçants et artisans algériens (UGCAA), de représentants de la société civile, d'élèves des établissements éducatifs ainsi que de stagiaires des instituts de formation professionnelle.

SIDI BEL-ABES (GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE)**Une conférence le rôle de la grève des huit jours**

La Direction des moudjahidines de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a organisé, lundi, en coordination avec le Musée du moudjahidin, une conférence historique à l'occasion du 69^e anniversaire de la grève des huit jours (28 janvier – 4 février 1957), en présence de chercheurs, de moudjahidines et de représentants de la société civile. Les participants ont mis en avant l'importance majeure de cette grève dans le soutien à la glorieuse Guerre de libération nationale.

A cette occasion, le directeur du Musée du moudjahidin, M. Abbas Kouider, a expliqué que la grève des huit jours constitue l'une des étapes les plus marquantes du parcours de la Guerre de libération nationale, ayant représenté un tournant qualitatif dans les méthodes de lutte, passant de l'action armée à la mobilisation populaire générale, ce qui a confirmé à la communauté internationale la justesse de la cause algérienne, en dépit de la répression sévère et des pratiques arbitraires adoptées par l'administration coloniale pour la faire échouer.

En marge de cette manifestation, une exposition de photos historiques retracant les différentes étapes de la guerre de libération et mettant en lumière les sacrifices du peuple algérien pour la liberté et l'indépendance a été organisée. L'exposition a suscité un vif intérêt chez les visiteurs, en particulier les jeunes.

Cette manifestation, supervisée par le chef de cabinet du wali, M. Kadour Mabrouk, s'inscrit dans le cadre du programme annuel de la Direction des moudjahidines et du Musée du moudjahidin, visant à préserver la mémoire nationale et à ancrer les valeurs patriotiques au sein des générations montantes, à travers la valorisation des étapes déterminantes de l'histoire de la gloireuse guerre de libération, a-t-on indiqué.

AIN TEMOUCHENT**Rencontre à l'université Belhadj-Bouchaïb dans le cadre des groupes de jeunes cibles**

Le Conseil supérieur de la jeunesse CSJ a organisé, lundi à Ain Temouchent, une rencontre dédiée aux jeunes dans le cadre de la deuxième édition des groupes de jeunes cibles à l'Université Belhadj-Bouchaïb, avec une large participation de jeunes issus des différentes communes de la wilaya, ainsi que d'étudiants universitaires. Cette rencontre vise à ouvrir "un dialogue stratégique direct" avec les jeunes autour de plusieurs thématiques et axes liés à leur participation politique, à l'autonomisation économique et au développement local. Elle a affirmé que les groupes de jeunes cibles

locales, afin de faire des jeunes un "partenaire essentiel" dans la prise de décision et l'élaboration des politiques publiques de l'Etat algérien, a souligné la vice-présidente du CSJ, Mme Hadjera Aissaoui, chargée de l'encadrement de cette rencontre. Mme Aissaoui a ajouté que cette deuxième édition, lancée à l'échelle nationale le 24 janvier dernier, comprend des ateliers portant sur trois axes principaux : l'autonomisation politique, l'autonomisation économique et le développement local. Elle a affirmé que les groupes de jeunes cibles

constituent un appui stratégique à la participation des jeunes à la vie politique et économique, ainsi qu'au développement local. De son côté, le membre du CSJ à Ain Temouchent, M. Mohamed Berabah, a indiqué que les groupes de jeunes cibles représentent "un outil de communication directe" entre le Conseil supérieur de la jeunesse et la base juvénile au niveau des wilayas, permettant l'échange et le dialogue autour de questions étroitement liées au vécu quotidien des jeunes, ainsi qu'aux domaines économique, politique et au déve-

loppement local. Dans le même contexte, Mme Aissaoui a dévoilé une série d'activités que le CSJ prévoit d'organiser, notamment, un forum sur la diplomatie de la jeunesse qui sera prochainement accueilli par la wilaya d'Oran, un forum sur l'économie bleue à Skikda, un forum sur l'entrepreneuriat et l'emploi à Alger, ainsi que le lancement du programme "Chabab Tech" dans les wilayas de Sétif et Annaba, un programme dédié au développement des compétences dans les domaines liés à la technologie et à l'électronique.

ITALIE

Naples parie sur Alisson Santos pour se relancer

Naples, champion d'Italie en titre déciémé par les blessures, s'est renforcé en se faisant prêter par le Sporting Portugal l'attaquant brésilien Alisson Santos, a-t-il annoncé lundi.

"Le Napoli annonce avoir obtenu du Sporting Portugal le prêt avec option d'achat d'Alisson de Almeida Santos", a-t-il annoncé dans un communiqué. Sous le maillot du Sporting qu'il a rejoint l'été dernier, l'attaquant de 23 ans a marqué les esprits en inscrivant trois buts en phase de ligue de la Ligue des champions, dont le but de la victoire contre Marseille (2-1). Troisième du Championnat d'Italie, à neuf points du leader l'Inter Milan, et éliminée de la Ligue des champions dès la phase de ligue, l'équipe d'Antonio Conte collectionne les blessures de cadres (De Bruyne, Anguissa, Lukaku) et vient de perdre son capitaine Giovanni Di Lorenzo, au moins pour un mois. Le Napoli qui avait dépensé 150 millions d'euros à l'intersaison, est interdit de recrutement lors de ce mercato hivernal par l'autorité de surveillance des finances des clubs italiens.

ITALIE/FOOT

L'AS Rome battu par l'Udinese (1-0)

L'AS Rome a perdu des points précieux dans la course à la qualification pour la Ligue des champions après sa défaite sur le terrain de l'Udinese 1 à 0 pour le compte de la 23e journée du Championnat d'Italie, lundi. L'Udinese s'est imposée sur un but de Jurgen Ekkelenkamp (49e) et a confirmé que la Roma était en train de rentrer dans le rang après une première partie de saison convaincante.

La "Louve", tenue en échec lors de la 22e journée à domicile par l'AC Milan (1-1), a rétrogradé à la 5e place (43 pts) et fait les frais du retour de flamme de la Juventus, qui a surclassé dimanche Parme (4-1) et s'est emparée de la 4e place (45 pts), la dernière qualification pour la C1. La Roma accuse désormais 12 points de retard sur le leader, l'Inter. (APS) 56155/510

FOOT / ITALIE

La Juventus recrute le défenseur suédois Emil Holm

La Juventus Turin s'est offert les services du défenseur international suédois Emil Holm, sous la forme d'un prêt avec option d'achat, en provenance de Bologne, a annoncé lundi le club le plus titré du football italien. La Juventus est parvenue à un accord avec Bologne pour l'acquisition sous la forme d'un prêt gratuit jusqu'au 30 juin 2026 d'Emil Alfons Holm, a indiqué la Juve dans son communiqué. Selon la même source, le club bianconero devra débourser 15 millions d'euros pour recruter définitivement le joueur de 25 ans qui avait rejoint Bologne en 2024, après une saison à l'Atalanta Bergame (2023-24). La Juventus occupe actuellement la 4e place du Championnat d'Italie, à un point du 3e, Naples, mais accuse dix points de retard sur le leader, l'Inter. L'équipe de Luciano Spalletti a encaissé 18 buts en championnat, ce qui en fait la quatrième meilleure défense de Serie A.

R.S

FOOTBALL

Karim Benzema quitte Al-Ittihad pour rejoindre Al-Hilal



En désaccord avec Al-Ittihad au sujet de la prolongation de son contrat, Karim Benzema s'apprête à changer de club. Le Ballon d'Or 2022 va s'engager avec Al-Hilal, leader du Championnat saoudien, pour une durée d'un an et demi, soit jusqu'en juin 2027.

Arrivé en Arabie saoudite en 2023 avec un statut de star, l'ancien attaquant du Real Madrid met fin à son aventure avec Al-Ittihad après deux saisons et demie. En 83 rencontres disputées, il a inscrit 54 buts et délivré 17 passes décisives, contribuant notamment au doublé Championnat-Coupe remporté la saison dernière. À Al-Hilal, Benzema rejoint un effectif impressionnant composé de nombreux cadres internationaux, dont Théo Hernandez, Kalidou Koulibaly,

Darwin Núñez ou encore Malcom. Le club peut également compter sur Yassine Bououn, Ruben Neves et Sergej Milinković-Savić, ainsi que sur les jeunes recrues françaises Kader Meïté et Saimon Bouabré. L'équipe est dirigée par Simone Inzaghi, sacré champion d'Italie avec l'Inter en 2024.

Ce transfert a également eu des répercussions sur d'autres dossiers du marché. La situation de Benzema a en effet débloqué le départ de N'Golo Kanté vers Fenerbahçe. L'international français de 34 ans devrait signer en Turquie pour deux ans et demi, où il retrouvera notamment Mattéo Guendouzi, même si quelques détails restent à régler avant la fermeture du marché turc vendredi.

Le mouvement n'a toutefois pas été accueilli favorablement par Cristiano

Ronaldo. La star portugaise, actuellement à Al-Nassr, reproche au Fonds public d'investissement saoudien (PIF) de ne pas suffisamment renforcer son équipe. Cette tension aurait temporairement freiné l'arrivée de Benzema à Al-Hilal ainsi que certains transferts connexes.

À noter que plusieurs clubs turcs, dont Fenerbahçe et Besiktas, étaient également positionnés sur Benzema cet hiver. L'attaquant avait jugé insuffisante la proposition de prolongation d'Al-Ittihad, malgré un contrat de droits à l'image courant jusqu'en 2030 avec la Saudi Pro League. Il s'engage finalement avec Al-Hilal pour un nouveau défi au sommet du football saoudien.

R.S

JO-2026

A Milan et Cortina, les Jeux du retour

Après avoir découvert de 2010 à 2022 de nouveaux horizons, les Jeux olympiques d'hiver reviennent en terrain connu à Milan et Cortina à partir de vendredi, et également à la raison comme préconisé par le Comité international olympique (CIO), au prix d'un casse-tête logistique.

Milan Cortina 2026 ou une avalanche de retours.

A commencer par celui du public, grand absent des tribunes de bien glaciaux, par leur météo comme par leur ambiance, JO-2022 de Pékin disputés en pleine pandémie de Covid, sans visiteurs étrangers.

Pour ses premiers Jeux comme patronne du sport mondial, la Zimbabwéenne Kirsty Coventry ne peut ignorer le contexte international entre guerres en Ukraine, à Gaza et répercussions des poussées de fièvre de Donald Trump, comme l'a rappelé la polémique sur le déploiement en Italie d'une division de la police américaine de l'immigration (ICE). Ces Jeux, auxquels participeront 13 athlètes russes, admis sous bannière neutre, et 46 Ukrainiens, auront donc lieu dans un contexte géopolitique tendu.

Mais la première femme élue à la tête du CIO (en mars 2025) préfère se concentrer sur "la magie et l'esprit des Jeux" marqués notamment par le retour des joueurs de la NHL, les meilleurs joueurs de hockey sur glace de la planète que leurs employeurs avaient refusé

de libérer en 2018 et 2022. Le "come-back" le plus attendu est celui, improbable puisqu'elle avait pris sa retraite en 2019, de Lindsey Vonn: à 41 ans, la star américaine du ski alpin, libérée d'insupportables douleurs au genou droit par une prothèse en titane, est redevenue la "Speed Queen" qui domine cet hiver la descente.

Mais sa redoutissante résurrection a pris du plomb dans l'aile au pire des moments: elle s'est blessée au genou gauche vendredi en chutant lourdement à Crans-Montana (Suisse).

5,2 milliards d'euros

Elle devrait toutefois être au départ à Cortina, comme l'incontestée reine du ski, sa compatriote Mikaela Shiffrin ou une autre revenante, l'Italienne Federica Brignone, N.1 mondiale l'hiver dernier et gravement blessée en avril.

Vingt ans après Turin, la quinzaine olympique du blanc retrouve donc l'Italie et les Alpes, son berceau. Depuis 2006, les JO avaient pris la direction du Canada (Vancouver-2010), de la Russie (Sotchi-2014), de la Corée du Sud (Pyeongchang-2018) et même de la Chine (Pékin-2022).

Contrairement aux Russes de Sotchi, hôtes des Jeux les plus chers de l'histoire (24,6 milliards d'euros) ou sud-coréens, les organisateurs italiens ne sont pas partis de rien. Pour réduire la facture, annoncée tout de

même à 5,2 Mds d'euros, et minimiser l'impact environnemental, comme l'exhorté désormais le CIO dans un contexte de changement climatique qui menace l'existence même de l'événement, l'Italie, préférée en 2019 à un projet suédois mal ficelé, a fait à plus simple.

Avec Bormio et Cortina pour le ski alpin, Anterselva pour le biathlon, le Val di Fiemme pour le ski nordique, Livigno pour le snowboard et le ski freestyle, les organisateurs ont opté pour des stations qui accueillent régulièrement des étapes de Coupe du monde ou des Mondiaux.

Conséquence, ces troisièmes Jeux d'hiver italiens sont éparpillés sur 22.000 km², du jamais vu dans l'histoire olympique, et s'étendent des Dolomites à la plaine du Pô en passant par la Vénétie, jusqu'aux confins de l'Autriche.

Quand il a fallu construire, cela n'a en revanche pas été aussi simple.

"Une défaite pour la montagne"

La piste de bobsleigh, luge et skeleton de Cortina est sortie de terre en un temps record, mais après une crise majeure résolue par l'intervention musclée du N.2 du gouvernement ultra-conservateur de Giorgia Meloni, le dirigeant d'extrême-droite Matteo Salvini.

A Milan, des ouvriers s'activent jusqu'à la dernière minute autour de l'Arena Santagi

lia, inaugurée seulement début janvier pour les tournois de hockey sur glace.

Si le spectre d'un nouveau désastre italien du type Mondial-1990 de football entre surcoûts, retards dans les travaux et stades vite obsolets, semble écarté, ces JO-2026 posent bien des questions.

Peut-on parler de retour à la raison quand en multipliant les sites pour accueillir 2.900 athlètes en lice dans 116 épreuves et des centaines de milliers de spectateurs (1,1 M de billets vendus), il faut multiplier d'autant les travaux routiers ou les constructions d'usines à neige artificielle, désormais indispensables et gourmandes en eau, dans un environnement déjà fragilisé ?

"Ces Jeux sont une défaite pour la montagne", assène Luigi Casanova, de l'association Mountain Wilderness.

Le rendez-vous de Milan Cortina (6-22 février) aura des spectateurs très attentifs: les organisateurs des JO-2030 qui sont eux aussi partis dans les Alpes françaises sur des Jeux dispersés, selon la terminologie du CIO.

Avant même le traditionnel retour d'expérience post-JO, Kirsty Coventry fait déjà la fine bouche: "ce modèle ajoute des complexités dans l'organisation des Jeux". Jusqu'au 22 février, ce sera un vrai défi pour les organisateurs.

AFP

DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS ET CONCLUSION DE CONTRATS SUSPECTS

De nouvelles enquêtes menacent les dirigeants de clubs

Une source exclusive a révélé à la plateforme qatarie WinWin que des enquêtes sécuritaires et financières sont en cours concernant des soupçons de corruption au sein de clubs évoluant en Ligue professionnelle algérienne.

Ces enquêtes pourraient conduire à l'emprisonnement de certains présidents et responsables de clubs si les soupçons liés à des accusations de détournement de fonds publics et à la conclusion de contrats suspects venaient à être confirmés. Cette situation suscite régulièrement une large controverse parmi les supporters et les médias au sujet du mode de gestion des clubs appartenant à des entreprises publiques dans la compétition locale.

Au cours de la période passée, les autorités algériennes ont décidé d'attribuer certaines entreprises publiques à des clubs afin de garantir leur gestion et leur financement pour surmonter leurs difficultés financières. Ces clubs ont alors été surnommés par les supporters les « clubs riches », au grand mécontentement des autres clubs n'ayant pas bénéficié de cet avantage, lesquels ont dénoncé ce qu'ils considéraient comme un traitement préférentiel.

Des clubs tels que le MC Alger, l'USM Alger, la JS Kabylie, le CS Constantine, la JS Saoura, l'ES Sétif et le MC Oran ont bénéficié du soutien d'entreprises publiques, leur permettant d'obtenir des budgets conséquents et un avantage important pour recruter « les meilleurs joueurs » et conclure les contrats les plus coûteux. Toutefois, ces clubs font l'objet d'accusations récurrentes d'« gaspillage de l'argent public », certaines transactions ayant atteint des montants astronomiques, choquants et sans rapport avec la réalité technique sur le terrain, d'autant plus que la majorité d'entre elles se sont soldées par des échecs.

La concurrence en Ligue algérienne quitte les terrains pour les contrats faraïneux. Auparavant, la brigade économique de la police judiciaire algérienne avait mené des enquêtes sur des irrégularités financières ayant marqué la gestion de la Fédération algérienne de football ces dernières années. Plusieurs responsables, employés et anciens membres de la Fédération ont été auditionnés, certains ayant été incarcérés ou placés en détention provisoire, notamment les anciens présidents Kheireddine Zetchi et Chafeddine Amara.

De nouvelles enquêtes menacent les dirigeants de clubs de prison en Ligue algérienne.

La source a confirmé que les enquêtes visant les responsables de clubs de la Ligue professionnelle algérienne suivront les mêmes étapes que celles adoptées dans le dossier de reddition des comptes des anciens responsables de la Fédération algérienne de football, selon des procédures juridiques strictes qualifiant les irrégularités financières et les



soupçons de corruption potentiels de détournement de fonds publics possible de peines de prison.

Selon la même source, les services de sécurité algériens examinent les dossiers de nombreux clubs appartenant à des entreprises publiques, notamment en ce qui concerne leur mode de gestion, ainsi que l'implication de certains dirigeants dans des soupçons de corruption liés à des transactions pouvant être qualifiées d'« étranges », davantage assimilables à un gaspillage de fonds qu'à une efficacité sportive et économique.

Plusieurs clubs soutenus par des entreprises publiques se sont distingués, au cours des trois dernières saisons au moins, par la conclusion de contrats faraïneux et déséquilibrés qui ont suscité de fortes suspicions, notamment en ce qui concerne le recrutement de joueurs étrangers. Ces transactions impliquent souvent plusieurs intermédiaires, avant que les contrats ne soient parfois résiliés quelques mois plus tard, entraînant des pertes et des indemnisations financières, sans que le joueur recruté n'ait disputé la moindre minute.

La Fédération algérienne de football a d'ailleurs décidé, au début de la saison en cours, de réduire le nombre de joueurs étrangers autorisés en Ligue algérienne de cinq à quatre, après l'échec retentissant de cette poli-

tique qui a vidé les caisses des clubs appartenant à des entreprises publiques sans résultats probants. Cela est d'autant plus problématique que les salaires de ces joueurs sont versés en devises étrangères, un point sensible et obscur au cœur des enquêtes sécuritaires.

Plus étonnant encore, les salaires des joueurs du championnat local ont connu une hausse spectaculaire et sans précédent depuis la saison dernière, au point que certains joueurs de clubs algériens classés parmi l'élite, bien qu'ils ne soient pas sélectionnés en équipe nationale A, perçoivent des salaires supérieurs à ceux de joueurs internationaux évoluant en Europe, tels que Himad Abdelli, Mehdi Dorval, Rafiq Belghali et Mounsef Bakrar.

La source a enfin insisté sur le fait que la détermination des autorités publiques et sécuritaires à lutter contre la corruption et le détournement de fonds publics dans le championnat algérien menace réellement certains présidents de clubs impliqués dans de telles affaires de peines de prison, d'autant plus que la Fédération algérienne de football, sur recommandation des autorités publiques, plaide depuis un certain temps pour la rationalisation des dépenses et une meilleure gouvernance des clubs, loin du gaspillage de l'argent public.

R.S

EL-OUED

Création prochaine d'une académie de handball

Une académie sportive de handball sera créée prochainement dans la wilaya d'El-Oued, au titre des efforts visant à développer la formation des jeunes catégories dans un cadre structuré en mesure de former des joueurs professionnels, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Intervenant conformément aux orientations des hautes instances du pays visant la re-

lance du sport scolaire pour en faire un mécanisme efficace d'encadrement et de formation de jeunes sportifs talentueux, le projet contribuera à l'ancrage de la culture du sport chez les jeunes, a expliqué le wali d'El-Oued, Larbi Bahoul, lors de la présentation du projet.

L'idée de mise en place d'une académie de handball s'insère dans la perspective d'un soutien logistique confortant les résultats obtenus par la wilaya

d'El-Oued dans différentes catégories et tranches d'âge, dans des compétitions nationales et régionales, a-t-il expliqué.

Et de préciser qu'il s'agit là d'un projet stratégique visant à persévérer dans cette trajectoire encourageante et d'excellence dans ce sport, en particulier dans le milieu scolaire.

Pour le wali d'El-Oued, la mission de cette académie, appelée à s'ériger en véritable base

de formation, consistera à fournir un encadrement et une formation aux adeptes du sport scolaire, amateurs de handball, âgés de 7 à 14 ans.

Les directeurs des secteurs de l'éducation et de la jeunesse et des sports, ainsi que les acteurs sportifs concernés, sont chargés d'étudier le projet de cette académie sous la supervision du chef de l'exécutif de la wilaya.

R.S

FUTSAL / CAN 2026 (QUALIFICATIONS- 2E TOUR ALLER)

Guinée- Algérie aujourd'hui à Conakry

La sélection algérienne de futsal, exemptée du premier tour des éliminatoires, déifiera son homologue guinéenne aujourd'hui à 17h00 (heure algérienne) à la Salle Gymnase Handball 28 Septembre de Conakry, pour le compte du deuxième tour qualificatif à la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026. A pied d'œuvre depuis dimanche dans la capitale guinéenne, l'équipe algérienne sous la conduite du sélectionneur national Nouredine Benamrouche, peaufine sa préparation avant d'aborder la première manche qui s'annonce difficile mais avec la ferme détermination de décrocher un résultat positif.

En prévision de cet important rendez-vous africain, la sélection nationale avait effectué plusieurs stages au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipasa).

De son côté, la sélection guinéenne effectue depuis plusieurs jours un stage bloqué au Gymnase du stade du 28 septembre, en enchaînant les séances d'entraînement. L'équipe est composée dans sa majorité de joueurs évoluant en Europe.

Le sélectionneur de la Guinée Saïraoui Medhi a estimé que ses joueurs sont prêts pour le match de mercredi face à un adversaire de qualité. " On sort de deux semaines intensives avec deux séances par jour. On a eu le temps de bien s'adapter et on s'est très bien préparé. Aujourd'hui, on a un adversaire de qualité, mais nous aussi, nous avons une équipe de qualité. On a fait une préparation assez intensive. On est prêt à tout donner pour aller chercher le résultat", a-t-il déclaré mardi en conférence de presse.

Le match retour se déroulera le dimanche 8 février 2026 à la salle omnisports du Complexe Olympique Miloud Hadef d'Oran à 18h00.

Outre l'Algérie et la Guinée, les autres sélections engagées dans ces éliminatoires sont : Angola, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Egypte, Libye, Ghana, Guinée, Mauritanie, Mozambique et Namibie, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le deuxième tour regroupera les quatre vainqueurs du premier tour et les dix équipes exemptées pour se disputer les sept places qualificatives pour la phase finale.

Toutes les confrontations se joueront en matches aller-retour, le score cumulé déterminant les équipes qualifiées.

Les dix équipes directement qualifiées pour le deuxième tour sont : Algérie, Angola, Côte d'Ivoire, Egypte, Libye, Ghana, Guinée, Mauritanie, Mozambique et Zambie, auxquelles s'ajouteront les quatre vainqueurs du premier tour, le Cap Vert, la Namibie, le Cameroun et la Tanzanie.

A l'issue du deuxième tour, les sept équipes victorieuses au score cumulé se qualifient pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de Futsal 2026, aux côtés du pays hôte.

Le programme du 2e tour : Cap-Vert - Egypte Namibie - Libye Cameroun - Angola Tanzanie - Côte d'Ivoire Ghana - Zambie Mauritanie - Mozambique Guinée - Algérie NB : matchs aller (3-4 février), matchs retour (7-8 février).

R.S

MALI

Un émissaire américain à Bamako pour relancer les relations avec les États-Unis

Nommé début janvier à la tête du bureau des affaires africaines du département d'Etat américain, Nick Checker était en visite au Mali, lundi. Un déplacement au cours duquel celui-ci a plaidé pour une redynamisation de la coopération entre Washington et Bamako, notamment en matière économique et sécuritaire. Nick Checker, le tout nouveau patron du bureau des affaires africaines du département d'Etat américain, s'est rendu en visite officielle à Bamako, ce lundi 2 février, où il a été reçu par le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop. Deux sujets ont été au cœur des échanges entre les deux dirigeants : une possible relance de la coopération bilatérale - notamment en matière de lutte contre le terrorisme - d'une part, le développement des échanges économiques et commerciaux entre le Mali et les Etats-Unis de l'autre.

Après le Mali, le Niger et le Burkina Faso ?

Saluant cette approche, le chef de la diplomatie malienne a cependant rappelé que cette dynamique allait devoir tenir compte du contexte régional, et en particulier de la mise sur pied de la Confédération des Etats du Sahel (AES). Dans l'annonce de cette visite faite en amont par la diplomatie américaine sur sa page Facebook, le bureau des affaires africaines du département d'Etat se réjouissait par avance des discussions à venir sur le renforcement de la coopération entre les deux pays, ainsi que des échanges possibles avec d'autres pays de la région - en particulier le Burkina Faso et le Niger - sur la sécurité et l'économie.

PARLEMENT GÉORGIEN

Une loi visant à rendre les financements étrangers illégaux

Le Parlement géorgien est saisi, hier mardi, d'un texte de loi qui rendrait illégal tout financement étranger dans le pays, avec des peines de prison de six ans à la clé. L'annonce crée la panique partout dans le pays depuis plusieurs jours et consolide la dérive autoritaire du parti au pouvoir. Rêve géorgien. La loi pourrait largement affecter les ONG, les travailleurs indépendants ou encore les salariés de multinationales. Le projet de loi examiné par le Parlement géorgien ce mardi 3 février conditionne l'obtention d'un financement étranger à un accord préalable des autorités, au nom de la lutte contre « l'influence étrangère ». À défaut, tout citoyen géorgien pourra être considéré comme une menace pour la sécurité nationale. C'est le cas du constitutionnaliste Davit Zedelachvili. Par le passé, il a bénéficié de bourses de recherche européennes. Ses travaux, critiques du régime, font de lui une cible de choix : « Je sais que la répression peut s'abattre sur moi. En restant en Géorgie jusqu'à présent, je prenais ce risque-là. Le seul choix rationnel pour moi maintenant est de partir en exil, pour éviter une répression encore plus lourde. » Membres d'ONG, travailleurs indépendants, salariés de multinationales... De très larges pans de la société pourraient être affectés. Pour Tamaz Kirtava, membre de l'Association des jeunes avocats géorgiens, c'est un outil de répression massive pour étouffer la société civile : « Il s'agit d'un texte très utile pour le gouvernement. Il lui permet de qualifier de criminels toute personne ou organisation opérant en Géorgie et recevant des financements étrangers, avant de les disposer et d'emprisonner les personnes concernées. »

AFFAIRE EPSTEIN

Bill et Hillary Clinton acceptent finalement d'être auditionnés par le Congrès

La commission d'enquête parlementaire demandait à entendre le couple sur les liens entre l'ancien président démocrate et le criminel sexuel. Une procédure d'entrave au Congrès avait été lancée contre eux le 21 janvier dernier. Ils encourraient jusqu'à 12 mois de prison.

Bill et Hillary Clinton témoigneraient devant une commission d'enquête parlementaire américaine sur l'affaire Epstein, a annoncé lundi le porte-parole de l'ancien président démocrate, alors que le couple était visé par une procédure d'entrave au Congrès pour son refus jusque-là de comparaître. « L'ancien président et l'ancienne secrétaire d'Etat seront là. Ils ont hâte de créer un précédent qui s'applique pour tout le monde », a déclaré sur X le porte-parole Angel Urena, en réponse à un message des élus républicains de cette commission qui demandait à entendre le couple sur les liens entre Bill Clinton et le criminel sexuel.

Avant ce communiqué, la commission des règles de la Chambre s'apprêtait à approuver l'organisa-



tion d'un vote devant l'ensemble des députés sur deux résolutions, qui en cas d'adoption, auraient recommandé au ministère de la Justice d'engager des poursuites à l'encontre de l'ex-président démocrate (1993-2001) et de l'ancienne cheffe de la diplomatie américaine (2009-2013). Mais cette commission a finalement décidé de reporter son vote, en attendant de déterminer si le couple avait bien décidé de se plier à leur assignation à comparaître. Si ces recommandations de poursuites étaient adoptées, une inculpation formelle devrait être initiée par le ministère de la Justice, avec sa tête Pam Bondi, une fidèle de Donald Trump. Bill et Hillary Clinton, qui dénoncent une procédure aux pures motivations politiques, encourraient alors jusqu'à 12 mois de prison.

FRANCE

Jack Lang «assume» ses liens passés avec Jeffrey Epstein



L'ancien ministre de la Culture réagit après qu'une enquête du site «Mediapart» révèle les liens de sa famille avec le criminel sexuel américain. Dans la soirée, sa fille Caroline a annoncé démissionner de son poste de déléguée générale du Syndicat des producteurs indépendants. Jack Lang «assume» ses liens passés avec Jeffrey Epstein mais «rien ne laisse supposer» ses crimes assure l'ancien ministre de la Culture de François Mitterrand dans un communiqué à l'AFP. Son nom et celui de sa fille Caroline apparaissent dans plusieurs échanges avec le criminel sexuel américain, décédé en 2019, dans la base de documents publiés vendredi par le

ministère américain de la Justice. Ce lundi 2 février, une enquête de Mediapart «met au jour des liens inédits, financiers notamment entre le criminel sexuel américain et la famille» de Lang, 86 ans, aujourd'hui président de l'Institut du monde arabe. «J'ai été profondément heurté par les révélations» sur les activités criminelles de Jeffrey Epstein, «comme je le suis aujourd'hui d'être associé à un criminel, par sous-entendus souvent, parfois avec une réelle intention de me nuire. Par conséquent, je suis résolu à poursuivre en justice qui-conque propagera à mon sujet des propos menaçants, haineux et diffamatoires», poursuit Jack Lang dans un communiqué à l'AFP. Sa fille Caroline, également mentionnée dans l'enquête du média en ligne, a fait un tout autre choix et annoncé sa décision de quitter ses fonctions au sein du Syndicat des producteurs indépendants. «J'ai décidé de me retirer de mes fonctions de déléguée générale du SPI», a-t-elle indiqué dans un communiqué transmis à l'AFP, expliquant ne pas vouloir que cette «situation» puisse «nuire au syndicat» où elle occupait ses fonctions depuis trois semaines.

POURPARLERS

Le chef de la diplomatie iranienne mandaté pour négocier avec Washington

Abbas Araghchi devrait représenter Téhéran face Steve Witkoff, l'émissaire américain de Donald Trump. Les discussions doivent porter sur la fin nucléaire iranien à des fins militaires et la levée des sanctions.

Une date, un ordre du jour et des émissaires. Le président iranien Masoud Pezeshkian a annoncé mardi avoir mandaté son ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, pour des négociations directes avec les Etats-Unis. «J'ai demandé à mon ministre des Affaires étrangères, à condition qu'il existe un environnement approprié, sans menaces ni demandes déraisonnables, de mener des négociations équitables [...] dans le cadre de nos intérêts nationaux», a-t-il indiqué sur X. Ces discussions entre les Etats-Unis et l'Iran sont susceptibles de se tenir en Turquie le 6 février, a indiqué plus tôt mardi une source arabe informée du dossier à l'AFP. Le site américain Axios et l'agence iranienne Tasnim avaient déjà indiqué qu'Abbas Araghchi était présent pour représenter Téhéran, face selon ces sources à Steve Witkoff, l'émissaire de Donald Trump.

La pression s'accentue depuis début janvier sur Téhéran, après la répression dans le sang d'un vaste mouvement de contestation de la République islamique en place depuis 1979, déclenché au départ par des manifestations contre le coût de la vie. Après avoir fait planer la menace d'une intervention militaire et envoyé une dizaine de navires dans le Golfe, le président américain a



dit dimanche espérer «trouver un accord» avec l'Iran. Des consultations ont eu lieu avec l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Turquie et la Jordanie. Les pays occidentaux accusent l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire, ce que Téhéran dément. Des négociations entre les deux pays ennemis étaient tenues au printemps 2025, avant la guerre de 12 jours déclenchée en juin par Israël, mais avaient notamment achoppé sur la question de l'enrichissement

d'uranium. Les Etats-Unis demandaient que l'Iran y renonce totalement, ce à quoi Téhéran se refuse, défendant ce qu'il dit être son droit à disposer d'une filière nucléaire civile en vertu du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) dont il est signataire. «Le président Trump dit «pas d'armes nucléaires» et nous sommes tout à fait d'accord avec ce point. [...] Bien sûr, en contrepartie, nous attendons une levée des sanctions. Cet ac-

cord est donc possible. Ne parlons pas de choses impossibles», a insisté dimanche sur CNN Abbas Araghchi, dont le pays a aussi exclu de discuter de ses capacités de défense et balistiques. La République islamique avait conclu en 2015 un accord encadrant strictement ses activités nucléaires, mais celui-ci était devenu caduc après un retrait unilatéral américain ordonné par Donald Trump lors de son premier mandat en 2018.

R.I

SOUDAN

L'armée brise le siège de Kadougli

L'armée soudanaise a annoncé hier mardi avoir brisé le siège imposé par les Forces de soutien rapide (FSR) à Kadougli, capitale du Kordofan-Sud, dans une région stratégique où les combats ont fait fuir des dizaines de milliers de personnes. «Je félicite le peuple soudanais pour l'ouverture de la route de Kadougli et félicitations à notre peuple de Kadougli pour l'arrivée des forces armées», a déclaré le chef de l'armée et dirigeant de facto du pays, le général Abdel Fattah al-Bu-

rhane, à la télévision d'Etat. Les troupes de l'armée atteindront "chaque partie du Soudan", a-t-il ajouté. Cette annonce marque la dernière avancée en date de l'armée soudanaise dans le Kordofan, une région devenue le front le plus disputé du conflit qui l'oppose depuis avril 2023 aux FSR. Dès les premiers mois du conflit, Kadougli avait été isolée du monde extérieur par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), dirigé par Abdelaziz El-Hilu, avant que ses

alliés, les FSR, ne le rejoignent. En novembre, l'ONU a déclaré cette ville en état de famine. Depuis le début du conflit, environ 80 % de la population, soit quelque 147.000 personnes, ont fui la ville, a indiqué l'ONU la semaine dernière. L'annonce de la levée du siège intervient une semaine après que l'armée a revendiqué fin janvier avoir percé les lignes autour de Dilling, située à environ 130 km au nord de Kadougli.

R.I

TUNISIE

Rached Ghannouchi condamné à 20 ans de prison

La Cour d'appel de Tunis a décidé d'alourdir la peine de prison prononcée à l'encontre du président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, la faisant passer de 14 à 20 ans, dans ce qui est connu comme l'affaire dite du «complot 2», a indiqué l'un de ses avocats de la défense, ce mardi. Me Samir Dilou, membre du collectif de défense, a précisé que la juridiction d'appel «a condamné Rached Ghannouchi à vingt ans de prison, notamment pour des chefs d'accusation liés à la conspiration contre la sûreté intérieure de l'Etat», selon l'Agence France-Presse (AFP). Rached Ghannouchi, âgé de 84 ans et incarcéré depuis 2023, fait l'objet de nombreuses autres poursuites judiciaires. La justice tunisienne a déjà prononcé à son encontre plusieurs lourdes peines d'emprisonnement. En juillet dernier, le tribunal de première instance avait condamné plusieurs figures de l'opposition politique, dont Ghannouchi, à des peines allant de 12 à 35 ans de prison.

Dans cette affaire, baptisée « dossier du complot contre la sûreté de l'Etat 2 », le tribunal de première instance avait condamné Ghannouchi à 14 ans de prison. Par ailleurs, la Cour d'appel a également condamné l'officier retraité Kamel Bedoui à 20 ans de prison, selon des médias locaux. Cette affaire implique près d'une vingtaine de personnes, parmi lesquelles Nadia Akacha, ancienne directrice du cabinet du président Kais Saïed, ainsi que Rafik Abdessalem, gendre de Rached Ghannouchi et ancien ministre des Affaires étrangères. Nadia Akacha et Rafik Abdessalem, actuellement en fuite et résident à l'étranger, ont été condamnés par contumace en appel à 35 ans de prison, d'après des sources médiatiques. Ils font face à plusieurs chefs d'accusation, dont « complot contre la sûreté intérieure de l'Etat » et « constitution d'une organisation et d'une entente liées à des crimes terroristes ». Dans un communiqué, le collectif de défense de Rached Ghannouchi a annoncé son refus de

se pourvoir en cassation, affirmant sa « conviction profonde de l'absence de garanties d'un procès équitable » et estimant que les poursuites engagées relèvent de « dossiers politiques fabriqués ».

La défense a souligné que le procès s'est déroulé à distance et que Ghannouchi a refusé d'y participer, tant en première instance qu'en appel. Elle a également affirmé que « les jugements rendus ne reposent sur aucun acte matériel ni sur des preuves attestant de l'existence de cette présumée conspiration ».

Des organisations tunisiennes et internationales de défense des droits humains alertent par ailleurs sur un recul des libertés civiles en Tunisie. Le président Kais Saïed est accusé de dériver l'autorité depuis sa décision de concentrer les pouvoirs entre ses mains, ayant d'abord modifié la Constitution en 2022 pour instaurer un régime présidentiel renforçant les prérogatives du chef de l'Etat au détriment du Parlement.

R.I

LIBAN

La FINUL alerte sur les répercussions du largage de substances chimiques par Israël

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), a alerté, lundi, contre les répercussions d'une activité aérienne menée par l'armée sioniste dans le sud du Liban, impliquant le largage d'une substance chimique, soulignant que cet acte a entraîné ses missions et suscité des inquiétudes d'ordre sanitaire et environnemental.

La FINUL a indiqué dans un communiqué que ses forces n'ont pas été en mesure de mener leurs opérations habituelles à proximité de la Ligne bleue sur près d'un tiers de sa longueur, ne reprenant leurs activités qu'après plus de neuf heures.

Elle a précisé avoir assisté les Forces armées libanaises dans la collecte d'échantillons en vue de leur analyse et de la détermination de leur degré de toxicité.

La FINUL a qualifié cette activité «d'inacceptable» et de «violation» de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Elle a expliqué que les mesures prises par l'armée sioniste ont limité sa capacité à accomplir les tâches qui lui sont confiées et «pourraient avoir exposé la santé de son personnel ainsi que celle des civils à des risques, en plus de soulever des préoccupations quant à d'éventuels impacts sur les terres agricoles locales, le retour des civils dans leurs foyers et leurs moyens de subsistance».

La force onusienne a noté qu'il ne s'agit pas de la première fois que l'armée sioniste largue des substances chimiques inconnues depuis ses aéronefs au-dessus du Liban.

Elle a appelé l'armée sioniste à mettre un terme à ces activités et à coopérer avec les forces de maintien de la paix afin de soutenir la stabilité dans le sud du Liban.

Dans ce contexte, la ministre libanaise de l'Environnement, Tamara El Zein, a annoncé avoir pris contact avec le commandant de l'armée, le général Rodolphe Haykal, à la suite d'informations en provenance de la localité d'Aita al-Chaab et de ses environs faisant état de l'observation d'avions procédant à l'épandage de substances soupçonnées d'être des «pesticides».

Dans un communiqué, elle a indiqué avoir demandé l'obtention d'échantillons provenant des sites affectés en vue de leur analyse et de l'identification de la nature de ces substances, assurant le suivi du dossier.

Elle a estimé que ce comportement, si la toxicité des substances utilisées venait à être confirmée, «n'est pas surprenant» de la part du côté sioniste.

La ministre a rappelé que l'entité sioniste avait incendié, lors de la dernière agression, près de 9.000 hectares au Liban, en utilisant du phosphore blanc et des bombes incendiaires.

Elle a qualifié ces actes de «génocide environnemental délibéré», visant à saper la capacité des habitants du Sud à résister sur leurs terres et à assurer les moyens de leur subsistance.

R.I

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

Un séminaire à Batna sur les organisations syndicales commerciales et leur rôle dans le mouvement national



Les organisations syndicales commerciales durant la colonisation en Algérie et leur rôle dans le mouvement national et la Révolution ont constitué le thème d'un séminaire national organisé, lundi, à l'Université Hadj Lakhdar de Batna.

Lors de cette rencontre abritée par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université, en présence d'experts venus de nombreuses universités du pays, les intervenants à ce séminaire, organisé par le laboratoire "Algérie : études en histoire, culture et société" de la même université, ont rappelé le soutien de l'Union générale des commerçants algériens à la Révolution, notamment en termes d'aides matérielles, d'adhésions, de réponses aux mots d'ordre de grève.

Il a été souligné que l'Union des commerçants, "une des principales organisations syndicales en Algérie durant la période colo-

niale", avait "contribué de manière significative au développement de la conscience nationale et à la défense des droits des Algériens".

Les interventions se sont articulées autour de quatre axes principaux, en l'occurrence "l'activité commerciale et artisanale en Algérie au XIXe siècle", "les marchés, leur système et les catégories commerciales au début du XXe siècle", "les organisations commerciales et leur activité dans le mouvement national et syndical entre 1946 et 1954", et "l'Union générale des commerçants algériens et son rôle au cours de la Révolution".

Le président du comité scientifique du séminaire, le Pr Djemaâ Benzeroual, a indiqué que parmi les objectifs du séminaire : relater aux jeunes et aux classes intellectuelles le parcours historique des commerçants et artisans algériens durant la période coloniale, et mettre la lumière sur la politique coloniale française visant à dé-

truire et à affaiblir l'économie algérienne à travers les impôts et les lois commerciales.

Intervenant en présentiel et par visioconférence, les conférenciers ont discuté des "syndicats nationaux et leur rôle dans la consolidation des efforts de la Révolution algérienne : l'Union générale des travailleurs algériens et l'Union générale des commerçants algériens 1955-1962" et "l'analyse des politiques coloniales vis-à-vis des marchés hebdomadaires en tant qu'espaces de mobilisation nationale (commune de Souk Ahras comme modèle 1946-1954)", "lecture de la grève des 8 jours : objectifs et conséquences" et "les médias syndicaux et la fabrication du discours politique : lecture du premier numéro du journal L'économie algérienne d'octobre 1956".

R.C

Illizi : Des "Journées de formation de Tassili" pour préserver le patrimoine culturel

L'événement culturel intitulé "Journées de formation Tassili pour la préservation du patrimoine culturel" ont été lancées, dimanche, au Centre culturel Othman Bali à Illizi.

Cet événement, auquel participent des artisans et plusieurs associations culturelles, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à préserver le patrimoine culturel matériel et immatériel et à valoriser le patri-

moine local de la région de Tassili, où un programme culturel et de formation diversifié a été élaboré dans le but de préserver les connaissances traditionnelles et de les transmettre aux générations futures. Le programme de l'événement comprend l'organisation de diverses expositions traditionnelles qui reflètent la richesse et la diversité de l'industrie traditionnelle locale, ainsi qu'un atelier pratique spé-

cialisé dans les techniques de construction et de décoration sur argile, car il s'agit de l'un des éléments patrimoniaux distinctifs de la wilaya d'Ilizzi. Également des ateliers de formation sur le patrimoine culturel immatériel, ainsi que des ateliers spécialisés sur les techniques de préservation et de restauration de la poterie, supervisés par des spécialistes du domaine à l'intention des personnes

intéressées, des chercheurs et des artisans, seront organisés.

Cet événement culturel s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien public aux projets culturels et artistiques, et les activités des "Journées de formation Tassili" se poursuivront avec un programme riche et varié jusqu'à ce mercredi.

R.C

Box-office américain : "Send Help" de Sam Raimi est en tête

Après son retour au film de super-héros avec "Doctor Strange in the Multiverse" of Madness, Sam Raimi revient à l'horreur avec Send Help.

Le nouveau film réalisé par Sam Raimi devrait récolter dans les 20 millions de dollars de recettes dans 3 475 salles de cinéma. C'est de peu le meilleur démarrage du week-end, devant Iron Lung (18 millions), un long-métrage horrifique indépendant distribué sur 3 015 écrans.

Avec son budget de 40 millions de dollars, Send Help a réalisé un démarrage tout juste supérieur à celui de Jusqu'en enfer (15,8 millions), le dernier film d'horreur signé Sam Raimi, datant de 2009 et produit pour 30 millions – sans prendre en compte l'inflation.

Pour une aussi grosse production horrifique, ce lancement est plutôt timide. À titre de comparaison, en 2025, Destination Finale Bloodlines (budget de production de 50 millions de dollars) a démarré à 51,6 millions, Évanouis (budget de 38 millions) à 43,5 millions et Black Phone 2 (budget de 30 millions) à 27,3 millions.

Juste derrière, la surprise vient de Iron Lung, un film indépendant qui crée l'événement avec près de 18 millions de dollars. Longtemps au coude-à-coude avec Send Help pour la première place – allant même jusqu'à le devancer le vendredi —, le film a brutalement ralenti le dimanche avec à peine 3 millions supplémentaires. Une chute nette sur son troisième jour, mais insuffisante pour l'empêcher de décrocher une très belle deuxième place.

Sur la troisième marche du podium, le documentaire Melania, produit par Amazon, fait mentir pas mal de discours ambients. Malgré un rejet affiché du clan Trump, le film attire massivement et démarre à 17 millions de dollars. Comme quoi la curiosité reste un moteur puissant.

Plus bas dans le classement, Zootopia 2 continue d'écrire sa propre légende. Même après sa sortie en digital, le film engrange encore 5 millions ce week-end. Avec seulement une cinquantaine d'écrans en moins, il atteint désormais un total délivrant de 408 millions de dollars en 10 semaines, s'imposant sans débat comme le succès majeur de l'année.

À l'inverse, Shelter, porté par Jason Statham, peine à convaincre et se contente de 5,505 millions. Une performance bien trop discrète pour un film de cette envergure. Avatar n'est plus dans le top 5. Après 7 semaines en salles, le mastodonte chute à la 6^e place, avec 5,500 millions supplémentaires, manquant de très peu le top 5. Un vrai tournant symbolique.

N.C

Prix de Göteborg 2026 : "The Last Resort" désigné meilleur film

La 49e édition du Festival du film de Göteborg, en Suède a dévoilé son palmarès. Le film "The Last Resort" a été sacré Meilleur film nordique et a ainsi reçu le Prix du Dragon, assorti d'une dotation de 37 000 €, l'une des plus importantes récompenses cinématographiques au monde.

Le troisième long métrage très attendu de la célèbre réalisatrice norvégienne María Sodahl (après Limbo et Hope) , la coproduction dano-norvégienne The Last Resort met en scène Esben Smed et Danica Curcic dans le rôle d'un couple danois de la classe moyenne en vacances aux îles Canaries avec leurs deux jeunes filles. Leurs projets de vacances paisibles et insouciantes sont brutalement bouleversés, tout comme leurs idéaux humanitaires scandinaves, lorsqu'ils rencontrent (littéralement) un réfugié afghan et qu'une série d'événements troublants s'ensuit. « Avec des interprétations magistrales, un scénario à la fois incisif et subtil, et aucune trace de sentimentalisme, le film est un miroir dans lequel nous nous voyons avec une lucidité implacable : si nous refusons d'affronter notre propre complicité dans la cruauté qui se déploie autour de nous, l'amour qui nous anime ne pourra pas nous sauver, car la compassion qui le sous-tend est conditionnelle. » Ainsi s'est conclue la motivation sincère du jury de la Compétition nordique, présidé par le réalisateur britannico-américain Joshua Oppenheimer , brillamment secondé par le directeur de la photographie et réalisateur suisse Fabrice Aragno , l'actrice suédoise Lia Boysen , la réalisatrice suédoise Sanna Lenken et le directeur de la photographie hongrois Gergely Pálos .

Le troisième long métrage du Suédois Marcus Carlsson , "The Quiet Beekeeper" , a raflé le Prix Dragon du public du meilleur film nordique ainsi que le Prix Dragon de la meilleure interprétation pour Adam Lundgren. La Suède a également remporté le Prix Dragon du meilleur documentaire nordique pour "Malando Moon" , le portrait réalisé par Iván Blanco de Douglas Leon.

Le drame danois "Weightless" , récit initiatique qui avait remporté le prix du Meilleur Nouveau Réalisateur à San Sebastián l'an dernier, a reçu cette année le prix Sven Nykvist de la meilleure photographie, décerné à Louise McLaughlin, ainsi que le prix FIPRESCI, remis en personne à la réalisatrice Emilie Thalund .

Le prix Ingmar Bergman du Meilleur Premier Film a été attribué au film d'animation "Bouchra". Le prix Dragon du Meilleur Film International a de nouveau été remis au Maroc et à Maâryam Touzani pour "Calle Málaga".

N.C

TÉLÉ

TF1 Elsbeth

21h10



Suite à la découverte du corps du Prince du Lichtenburg, Elsbeth est amenée à rencontrer l'étrange Rod Bedford. Elle est prête à tout pour prouver que ce milliardaire est l'auteur du meurtre...

TF1 SERIES FILMS

Lucy

21h10



Dans les ruelles de Taipei, où les ombres de la criminalité organisée se mêlent à l'effervescence des nuits urbaines, Lucy, se retrouve piégée dans un cauchemar bien plus grand qu'elle.

6ter

Green Lantern

21h10



Aux confins de l'univers, où les menaces cosmiques rôdent dans l'ombre, veille depuis des millénaires une fraternité de guerriers aux pouvoirs extraordinaires : le Green Lantern Corps.

T18

Le crime lui va si bien

21h08



Gaby Molina mène l'enquête sur le cas d'une jeune femme découverte morte d'hypothermie dans un camion frigorifique.

Quotidien National d'Information
Édité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

**Directeur général
Omar ATTIA**

**Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA**

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

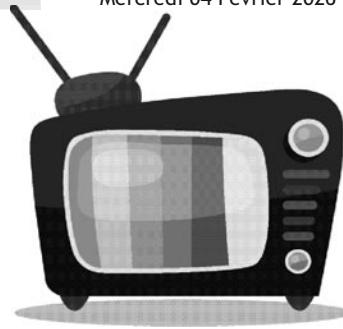
Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :
l'Entreprise Nationale de communication,
d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone: 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 / 020 05 13 45 / 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Siège social
03, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, CASBAH
Siège de la rédaction
03, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, CASBAH
Tél/Fax : 023 46 32 76
Email: lanationquotidien@gmail.com -
Site: www.journal-lanation.com

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

VISION



france 2 Anaon

21h10



Un mois après le décès de son épouse, Max, major à la gendarmerie, reprend le travail. Il est chargé d'enquêter sur la disparition de Gwen. Un suspect est rapidement arrêté...

CANAL+

Le Mélange des genres



Simone, policière rigide, se voit confier une mission délicate : infiltrer un collectif féministe radical accusé d'être lié à la disparition suspecte d'un homme connu pour ses violences conjugales.

RMC STORY

Cold Case

21h10



Lilly Rush se retrouve au cœur d'un procès tumultueux contre l'automobiliste responsable de l'accident qui a failli lui coûter la vie en la précipitant dans une rivière.

BTS : "Yet To Come" certifié platine en streaming au Japon



Le groupe BTS a obtenu une nouvelle reconnaissance au Japon avec son titre "Yet To Come" qui a été certifié platine en streaming par la Recording Industry Association of Japan (RIAJ). La chanson a dépassé le seuil des 100 millions d'écoutes cumulées en streams en décembre 2025. Un autre titre du groupe, "Love Maze", a pour sa part été certifié ou après avoir franchi la barre des 50 millions de streams.

La RIAJ attribue ses certifications en fonction du nombre total d'écoutes, avec trois niveaux : or (plus de 50 millions), platine (plus de 100 millions) et diamant (plus de 500 millions). A ce jour, BTS totalise 16 certifications platine et 48 certifications ou décernées par l'association japonaise.

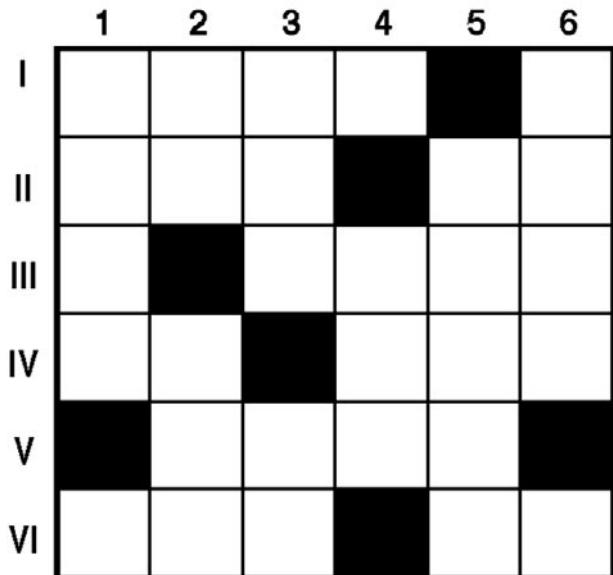
"Yet To Come" est le titre phare de l'album anthologique "Proof", qui retrace le parcours musical du groupe tout en évoquant ses perspectives d'avenir. "Love Maze" figure quant à lui sur le troisième album studio, "Love Yourself Tear", et exprime le désir de deux êtres de ne pas se perdre dans le labyrinthe de l'amour.

Par ailleurs, BTS s'apprête à effectuer son grand retour au complet le 20 mars prochain après une absence de trois ans et neuf mois. Le groupe sortira à cette occasion un nouvel album intitulé "Arirang", son cinquième album studio et le premier depuis "Proof", paru en 2022. L'opus comprendra 14 titres.

Arirang, chanson folklorique emblématique de la Corée, incarne la nostalgie et l'amour profond qui ont marqué les débuts du groupe.

Le 21 mars, BTS donnera un concert sur la place de Gwanghwamun, au centre de Séoul, pour fêter son retour avant de lancer sa tournée mondiale le 9 avril avec un concert au stade principal du complexe sportif de Goyang. Le septuor s'arrêtera dans 34 villes dans le cadre de cette tournée mondiale.

Nombres croisés



HORIZONTALEMENT

I. Cette année-là, on a marché sur la Lune. II. Puissance de 2. Nombre d'années nécessaires aux noces de cristal. III. Longueur en km du fleuve Nil. IV. Département du Puy-de-Dôme. Un petit modèle de la gamme Peugeot. V. Altitude estimée de l'Everest. VI. Nombre de coups à faire pour bien s'amuser. C'est vraiment nul !

VERTICALEMENT

1. Carré de 36. 2. Département du Val-d'Oise. Dernier-né de la gamme Airbus. 3. Un chiffre apocalyptique. Un certain nombre de jours pour faire le tour du monde. 4. Puissance de 5. 5. Indispensable à savoir pour que le courrier arrive à la Rochelle. 6. Marignan !

Grille muette N° 1191

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

1 Frère pauvre à l'extrême.2 Mélanges équimoléculaires de deux énantiomères.3 Présence de propanone dans un liquide jaune ambré.4 Métal de transition.- Près de Manzano.5 Siffleur.- Producteur de protéines insecticides.6 Ville connue pour son pot...- Nation kelossienne.7 Débonnaire pour l'Astronome.- Bête de Stevenson.8 Comme le buisson ardent.- Vertisol.9 Parleriez trop...- Chemises brunes.10 Constituées d'un mésothélium et d'un tissu conjonctif aréolaire sous-jacent.

Verticalement

1 Pris, ils sont muets.2 Fait de la science comparative.3 En chanson ou au tennis.- Verbe de concert.4 A de gros avantages.5 Ville de circuit.- Hitler au théâtre, pendu par les pieds!6 Séneçons ornementaux au feuillage grisâtre.7 Le hyracothérium, il y a fort longtemps, par exemple.- De commune à muse nietzschéenne.8 Digne lui est proche.- Signe artistique de reconnaissance.9 Sarde ou roumains.- Il fait parfois moins, mais c'est toujours un plus!10 À côté, pas du bon côté.

Mots croisés grille N° 1191

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

1 Presque purificatoires.2 Ne se mouille pas, au contraire de l'ancre.3 Accortes.- Unité étrangère.4 Ont de l'intuition (féminine).5 ...va sano?- Aller ensemble.6 Ville togolaise.- H.7 Se plia un peu.- Lucet au son.8 Rivière brésilienne.- Souffris.9 Périodes de chasse au gros gibier... quand vient la fin de l'été.10 On y fait le plein à Dakar (mais pas à Paris).

Verticalement

1 Tierce dans le milieu.2 Font de la concurrence loyale.3 Poète roumain, prisonnier au château des aveugles.- Du 64 au temps anglais.4 Produit du chancre.5 Modérera.- L'alpha géorgien.6 Graisse la laine.- Tapeur guadeloupéen ou piton, réunionnais, par exemple.7 Uuu ou en cultivent des vertes et des pas mûres!- En noir et blanc ou en Écosse.- Matériau de construction répandu, pas en Italie ou en Italie.8 Fait une belle jambe, en partie.- Vieille conscience.9 Inférieur au Supérieur.- Ville des Pouilles.10 Caresse dans le sens du poil.

MÉTÉO

Des vents forts souffleront aujourd'hui sur plusieurs wilayas

Des vents forts jusqu'à 90 km/h souffleront, aujourd'hui sur plusieurs wilayas, a indiqué, hier, un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Tlemcen, Ain Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Ain Defla et Tipaza, où la direction des vents sera du sud-ouest, avec une vitesse comprise entre 60 et 70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h, et ce le mercredi de 9h00 à 18h00. Les vents forts sont attendus également dans les wilayas d'Alger, Bounmerdes, Blida et Médéa (nord), où la direction des vents sera de sud-ouest avec une vitesse oscillant entre 60 et 70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h, et ce le mercredi de 12h00 à 21h00.

BOUIRA

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

Un réseau de trafic de psychotropes composé de quatre personnes a été démantelé, et une importante quantité de psychotropes a été saisie, lors d'une opération menée par la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) à Bouira, ont indiqué, hier, les services de la sûreté de la wilaya dans un communiqué. Cette opération a été menée par les éléments de la BMPJ à la suite d'informations faisant état de la présence de membres de ce réseau criminel qui vendaient des psycho-

tropes dans la ville de Bouira. "Un plan d'intervention a été mis en place, ce qui a permis l'arrestation d'un individu en possession de 525 capsules de Pregabalin (300 Mg)", a précisé la même source.

Lors de la fouille corporelle, les éléments de la police judiciaire ont saisi une somme d'argent provenant du trafic de psychotropes, selon le communiqué. "L'enquête s'est poursuivie et les investigations ont permis aux services de la police judiciaire d'arrêter deux autres membres du réseau et de saisir aussi une arme blanche", est-il précisé dans le même document. Après avoir perquisitionné le domicile de la quatrième personne en fuite, les services de la BMPJ ont découvert et saisie une quantité de 480 autres capsules de psychotropes de type Pregabalin, ainsi qu'une somme d'argent, selon les détails fournis par les services de la sûreté dans le même communiqué.

Les individus arrêtés ont ensuite été présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, après accomplissement de toutes les procédures juridiques.

JAPON

Des chutes de neige exceptionnelles font 30 morts

Des chutes de neige d'une abondance exceptionnelle ont causé la mort de 30 personnes au Japon au cours des deux dernières semaines, dont une femme de 91 ans retrouvée ensevelie devant son domicile, ont annoncé, hier, les autorités. Le gouvernement japonais a déployé des

militaires pour aider les habitants du département d'Aomori, le plus touché, où jusqu'à 4,5 mètres de neige se sont accumulés au sol dans des zones isolées. La Première ministre Sanae Takaichi a tenu mardi une réunion extraordinaire du gouvernement pour demander aux ministres de tout mettre en œuvre pour protéger les vies humaines.

Une puissante masse d'air froid a entraîné de fortes chutes de neige ces dernières semaines le long de la côte de la mer du Japon, certaines zones enregistrant plus du double des volumes habituels. Depuis le 20 janvier et jusqu'à mardi, 30 personnes sont décédées en raison de ces intempéries, selon l'Agence de gestion des incendies et des catastrophes. Des murs de neige atteignant 183 cm recouvrent le sol de la capitale.

POUR FAIRE FACE AUX CRISES SANITAIRES EN 2026

L'OMS demande un milliard de dollars

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé, hier, un appel aux contributions d'un milliard de dollars pour soutenir les services de santé essentiels dans les pays qui subissent les situations d'urgence les plus graves en 2026. "Ces fonds soutiendront une réponse sanitaire dans 36 zones d'urgence, notamment à Ghaza et au Moyen-Orient, au Soudan, en République démocratique du Congo, en Haïti et en Birmanie", a déclaré devant la presse à Genève, Chikwe Ihekweazu, directeur exécutif du Programme de gestion des urgences sanitaires de l'OMS. "Nous sommes profondément inquiets face à l'ampleur des besoins et à

la manièrre dont nous pourrons y répondre", a-t-il ajouté. L'an dernier, l'OMS avait demandé 1,5 milliard de dollars, mais n'avait finalement reçu que 900 millions de dollars. "C'est l'une des raisons pour lesquelles, cette année, nous avons légèrement révisé notre demande à la baisse afin de la caler davantage sur les moyens réellement disponibles, compte tenu de la situation mondiale et des contraintes auxquelles nous sommes confrontés de nombreux pays", a expliqué M. Ihekweazu. L'an dernier, l'OMS a répondu à 50 urgences sanitaires dans 82 pays, ce qui a permis d'aider plus de 30 millions de personnes avec des services essentiels.

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

L'ANIRA met en garde les chaînes de radio et de télévision

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a appelé, dans un communiqué rendu public lundi, l'ensemble des chaînes de radio et de télévision au strict respect des règles légales et professionnelles encadrant les contenus médiatiques et la communication commerciale, en prévision du mois sacré de Ramadhan, et ce, de manière à garantir la protection du public et la préservation des valeurs religieuses et sociales de la société. "En prévision du mois sacré de Ramadhan et conformément à ses prérogatives en matière de garantie du respect de la législation et de la réglementation en vigueur dans le domaine de l'audiovisuel", l'ANIRA rappelle à l'ensemble des établissements de services de communication audiovisuelle "l'impératif de se conformer strictement aux règles légales et professionnelles encadrant les contenus médiatiques et la communication commerciale, afin

d'assurer la protection du public et de préserver les valeurs religieuses et sociales de la société", a précisé la même source. Dans ce cadre, l'ANIRA astreint les chaînes de radio et de télévision au "respect des références religieuse et nationale et des valeurs sociales, mais aussi à éviter la diffusion de tout contenu portant atteinte aux bonnes moeurs, à la dignité des personnes, pouvant susciter des sensibilités ou provoquer des scènes de violence". L'ANIRA a également enjoign aux professionnels des services de communication audiovisuelle "de s'abstenir de diffuser toute publicité ou contenu promotionnel pouvant induire le consommateur en erreur, de confondre entre des contenus éditoriaux et publicitaires ou de recourir à la publicité clandestine", précisant que tout manquement à ces dispositions constitue "une violation flagrante possible des procédures légales et réglementaires en vigueur".

USTHB

Signature d'une convention avec une université roumaine

L'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediène (USTHB) a signé, hier à Alger, une convention de partenariat avec l'Université de Transylvanie (Roumanie), visant à renforcer les échanges scientifiques. La convention a été signée par le recteur de l'USTHB, Djamel-Eddine Akretche, et le recteur de l'Université de Transylvanie, Vasile Abrudan, en présence de l'ambassadeur de Roumanie en Algérie, Gruia Jacota.

"La convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'ouverture à l'international de l'USTHB", a déclaré à la presse M. Akretche, ajoutant qu'un programme d'échange avec l'Université de Transylvanie est en cours d'élaboration. Ce pro-

gramme prévoit entre autres "la mise en place de formations communes, des échanges scientifiques destinés aux étudiants et aux enseignants-rechercheurs, ainsi que la participation à des projets internationaux", a-t-il expliqué. La convention permettra aussi à l'USTHB de diversifier ses relations, renforcer les échanges scientifiques et d'élever le niveau de coopération dans différentes spécialités qui seront ciblées, a ajouté M. Akretche.

De son côté, le recteur de l'Université de Transylvanie a déclaré que les deux parties ont identifié des intérêts spécifiques et communs, mais aussi des défis à relever ensemble, notamment dans les domaines technologiques.

LA NATION

Mercredi 04 Février 2026

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
06:18	13:00	15:49	18:18	19:52

Météo

Alger	18	Tizi Ouzou	16
Tiaret	20	Béjaïa	15
Constantine	16	Oran	20

SONELGАЗ

Réparation de 720 pannes électriques provoquées par les intempéries

Les équipes techniques de Sonelgaz ont réussi à réparer 720 pannes électriques enregistrées dans plusieurs wilayas du pays à la suite des récentes intempéries, durant la période allant du 28 au 31 janvier dernier, a indiqué, hier, le directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, Khalil Hedna. Il a précisé que la cellule de veille et de suivi installée au niveau du ministère a recensé 720 pannes techniques, dont 667 au niveau du réseau de distribution d'électricité et 53 au niveau du réseau de transport d'électricité, causées par de violents vents. Il a ajouté que le nombre d'abonnés affectés par les perturbations dans la distribution de l'électricité durant cette période, jusqu'à 20 heures le samedi dernier, a atteint 1 848 902 abonnés de Sonelgaz, soulignant que l'alimentation électrique a été rétablie pour l'ensemble des abonnés concernés.

Le même responsable a précisé que le temps moyen de rétablissement du courant électrique, depuis la réception du signallement jusqu'à l'intervention et la réparation définitive de la panne, n'a pas dépassé 30 minutes dans la plupart des cas, à l'ex-



ception de certaines pannes enregistrées sur le réseau de haute tension.

Dans ce cadre, des pannes particulières ont touché près de 800 abonnés dans la région de Tifrit et 900 abonnés à Draâ El Mizan dans la wilaya de Tizou Ouzou, où le temps moyen de rétablissement de l'alimentation a dépassé 10 heures, en raison de la difficulté du relief, de la survenue des pannes durant la nuit, ainsi que de la force des vents accompagnés de pluies. Ce qui, selon lui, a empêché une intervention technique immédiate. M. Hedna a souligné que la durée d'intervention pour la réparation des pannes est influencée par plusieurs facteurs, notamment l'accessibilité du

lieu de l'incident, l'heure de sa survenue et les conditions météorologiques en vigueur.

Concernant les principales causes des pannes électriques enregistrées, elles sont dues essentiellement à la chute d'arbres sur le réseau, à l'affondrement de supports et de lignes électriques et, dans certaines zones montagneuses, à l'écroulement de pylônes de transport d'électricité, a ajouté le représentant du ministère. S'agissant de l'approvisionnement en gaz naturel, il a affirmé qu'aucune perturbation ni panne n'a été enregistrée, la continuité de l'alimentation en gaz ayant été assurée pour l'ensemble des abonnés sur tout le territoire national.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

32 morts et 1056 blessés en une semaine

Trente-deux personnes ont trouvé la mort et 1056 autres ont été blessées, dans 938 accidents de la circulation survenus entre le 25 et le

31 janvier dernier à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Bou Arreridj avec 4 morts sur les lieux de l'accident et 45 blessés, dans 28 accidents de la circulation.